

Où en est la liberté de la presse dans le monde ?







À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la <u>presse</u>, le 3 mai, l'ONG Reporters sans frontières (RSF) a publié son <u>rapport annuel</u> concernant l'état de la liberté de la presse. Ce dernier fait état d'une dégradation globale de la situation dans le monde. Alors que plus de la moitié de la population mondiale est appelée aux urnes cette année, RSF alerte sur le fait que « les États et des forces politiques, quel que soit leur bord, jouent de moins en moins leur rôle dans la protection de la liberté de la presse. Cette déresponsabilisation va parfois de pair avec une remise en cause du rôle des <u>journalistes</u>, voire une instrumentalisation des médias dans des campagnes de harcèlement ou de désinformation. ». Parmi les cinq indicateurs qui composent le score de l'indice, l'indicateur « contexte politique » est celui qui a le plus baissé en 2024, avec une chute globale de 7,6 points.

Comme le détaille notre carte, 36 pays ont été classés dans la pire catégorie de l'indice – la situation de la presse y est jugée « très grave ». 49 pays se trouvent dans une situation « difficile » et 50 « problématique », tandis que 52 pays présentent une situation « plutôt bonne » ou « bonne ». Les pays classés dans la meilleure catégorie de l'indice se comptent sur les doigts des deux mains : la Norvège, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, la Finlande, l'Estonie, le Portugal et l'Irlande.

Parmi les pays où la liberté de la presse est la plus restreinte, on trouve en majorité des pays asiatiques, tels que l'Iran, le Vietnam et la Chine, où l'on dénombre notamment le plus grand nombre de journalistes emprisonnés en raison de leur travail. Tout en bas du classement, trois pays ont vu leur indicateur « contexte politique » dégringoler et affichent actuellement la pire situation globale : l'Afghanistan (-44 places au niveau politique) qui ne cesse de réprimer le journalisme depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021, la Syrie (-8 places au niveau politique) et l'Érythrée (dernier rang global et dernier rang politique, -9 places).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Un nouveau millésime pour Le Vigneron des Côtes du Rhône, le magazine de la filière viticole en Vallée du Rhône.



Ecrit par le 7 novembre 2025



Le journal mensuel du <u>syndicat des Côtes du Rhône</u>, "<u>le Vigneron</u>", se fait une beauté à travers une toute nouvelle maquette plus élégante, lisible et visible.

Son contenu ne changera pas, vous retrouverez l'ensemble des articles qu'ils soient œnologiques (en partenariat avec l'<u>Institut Français de la Vigne et du Vin</u> ou l'<u>Institut Rhodanien</u>), viticole, juridique ou encore économique. Des dossiers de fond ainsi que des témoignages viendront alimenter l'ensemble du contenu de ce dernier, démontrant de la riche actualité des Côtes du Rhône. Sans oublier les Echos du vignoble, une rubrique au plus près des vignerons et des vigneronnes.

Diffusé uniquement sur abonnement chaque mois (11 numéros/an), il apporte l'information dont les professionnels de la vigne et du vin (vignerons, négociants) ont besoin pour exercer leur métier. Il est également très utile aux professionnels des divers secteurs d'activité travaillant avec la filière : fabricants de matériels, distributeurs de produits, sommeliers, œnologues, banquiers, assureurs, administrations...

Une nouvelle balade visuelle, aussi agréable qu'une dégustation de vin bien orchestrée par notre consœur, la rédactrice en chef <u>Isabelle Gibier</u>. Une nouvelle maquette de l'<u>agence Terre Neuve</u> comme un nouveau voyage au cœur des vins de la vallée du Rhône réalisés avec passions, authenticité et innovation.

Cliquez ici pour vous abonner





Ecrit par le 7 novembre 2025

Les salariés de Vaucluse Matin continuent de se mobiliser contre son démantèlement



La rédaction du quotidien <u>Vaucluse Matin</u> s'oppose au plan de restructuration de la direction du Dauphiné libéré auquel le titre fondé en 1946 appartient. Après six jours de grève, une mobilisation rassemblant une centaine de soutiens, les salariés placent une banderole sur le pont d'Avignon.

« Crédit mutuel : la banque qui veut liquider la presse #sauvonsvauclusematin. » C'est ce qu'on a pu lire ce vendredi 9 février sur une banderole déployée par les salariés du quotidien sur le Pont Saint-Bénézet à Avignon, la banque étant l'unique actionnaire du groupe Ebra qui possède Le Dauphiné Libéré et Vaucluse Matin. Cette action s'ajoute à six jours de grève, à une mobilisation, et à une pétition, qui



compte désormais plus de 4 000 signatures.

Pour signer la pétition contre le démantèlement de Vaucluse Matin par la direction du Dauphiné libéré

Ce message vient en réaction à l'annonce d'un plan d'austérité visant à réduire de 40 % l'effectif, soit neuf postes sur 24 salariés. Une mesure qui entraîne la suppression des pages sports, un désengagement d'Avignon avec la fermeture du centre départemental historique, ainsi qu'un repli sur le Nord du Vaucluse, abandonnant le Sud. Alors que les négociations avec la direction entrent dans leur dernière ligne droite, l'équipe du journal réaffirme son opposition à ce plan, qui annonce la mort du titre, présent dans le Vaucluse depuis 1946.

Dans le même temps, le Crédit Mutuel Alliance Fédérale a indiqué avoir achevé l'année 2023 « sur une performance historique », avec un résultat net qui a atteint 4,1 milliards d'euros (+18,1 %).

<u>Lire également : 'Presse : « Je suis Vaucluse Matin »'</u>

V.A.

Presse: « Je suis Vaucluse Matin »



Ecrit par le 7 novembre 2025



La rédaction du quotidien Vaucluse Matin s'oppose au plan de restructuration de la direction du Dauphiné libéré auquel le titre fondé en 1946 appartient. Après avoir lancé <u>une pétition</u> contre ce projet mettant en cause la présence du titre dans une bonne partie du département, nos confrères ont organisé un rassemblement de soutien ayant particulièrement mobilisé élus et représentants de la société civile ainsi que du monde économique local.

Annoncée en grande pompe dans les locaux de nos confrères de Vaucluse Matin à Avignon en octobre 2022, <u>la nouvelle formule du quotidien devait révolutionner le titre</u>. Venue de Grenoble, la direction avait alors assuré son attachement indéfectible à cette présence en Vaucluse. « Nous allons faire en sorte que ce journal corresponde davantage aux Vauclusiens », expliquait d'ailleurs à cette occasion <u>Christophe Victor</u>, <u>directeur général du Dauphiné libéré</u>, titre appartenant <u>au groupe Ebra</u>, premier groupe de presse quotidienne régionale et premier groupe de presse de France. Un peu plus d'un an plus tard, la même direction vient d'annoncer un plan drastique touchant sévèrement la rédaction vauclusienne du titre implanté dans la cité des papes depuis 1946.

<u>Pour signer la pétition contre le démantèlement de Vaucluse Matin par la direction du Dauphiné libéré</u>



Défendre l'information de proximité

De quoi faire réagir, la rédaction de <u>Vaucluse Matin</u>, en grève depuis le 30 novembre dernier, qui a organisé ce mardi 5 décembre un rassemblement de protestation contre ces mesures d'austérité annoncées.

Réunis place de l'Horloge devant la mairie d'Avignon, nos confrères sont ainsi venus dénoncer ce plan d'économie et de transformation prévoyant la suppression de 9 postes sur les 24 salariés que compte le quotidien dans le département : une cheffe des sports, deux photographes, une assistante de rédaction, un responsable d'édition et quatre journalistes.

« Plus de photographes, plus de journalistes sportifs, plus d'assistantes, suppressions de 40% des postes en Vaucluse, plus de pages sport départementales... », énumère <u>Alexandre Guey</u>, délégué Forcé ouvrière et élu au CSE (Comité social et économique) du groupe de presse.

«J'apprends cette nouvelle comme une forme de censure.»

Joël Guin, président du Grand Avignon

Repli, retraite ou bérézina?

Et notre confrère de poursuivre devant plus d'une centaine de personnes regroupant élus, représentants du monde sportifs et associatifs, journalistes des autres médias ou simples citoyens et lecteurs impliqués dans leur territoire : « Finie aussi la couverture du Sud Vaucluse avec des zones comme Cavaillon, l'Islesur-la-Sorgue et Apt où le journal n'y sera même plus vendu. C'est un véritable plan d'austérité qui sera accompagné d'un repli sur le Nord du département. Et même la ville centre, Avignon, sera concernée avec une couverture réduite et un véritable désengagement puisque le centre départemental historique de la rue de la République sera fermé à partir du 31 mars 2024. La plupart des journalistes se retrouveront à Orange et les autres seront basés dans un espace de coworking, quelque part dans la région d'Avignon. On ne sait pas encore où. »

« Avec ce plan de transformation du titre, l'avenir de votre quotidien est en danger et l'information de proximité sera fortement dégradée », a insisté le délégué FO devant les personnes venus soutenir l'action de la rédaction qui a également lancé une pétition ayant déjà recueillie près de 2 800 signatures.

«Maintenir la qualité d'une information objective pour les citoyens.»

Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les élus s'inquiètent...

Dans un département historiquement terre de presse (voir en fin d'article), cette situation inquiète la totalité des élus locaux.

Parmi eux, Cécile Helle, maire d'Avignon, et Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, ont décidé de parler d'une seule voix « en tant que républicaines attachées à la pluralité de la presse et à la liberté d'expression ainsi qu'à l'impérieuse nécessité d'avoir des journalistes de qualité



Ecrit par le 7 novembre 2025

présents sur notre territoire ».

Dans ce cadre, les deux élues ont entamé une démarche commune auprès du directeur général, basé au siège à Grenoble, afin de faire part de leurs inquiétudes « face à l'ampleur des mesures annoncées frappant un journal présent depuis près de 80 ans sur notre territoire qui participe pleinement à cette proximité si essentielle à notre vie locale. »



Au vue de la situation et de la mobilisation de toutes les forces vives du territoire, Dominique Santoni et Cécile Helle ont également annoncé qu'elles souhaitaient rencontrer très rapidement la direction afin d'évoquer ce désengagement programmé dans le Vaucluse considéré par ces dernières « comme totalement inenvisageable »

« J'apprends cette nouvelle comme une forme de censure », s'indigne pour sa part Joël Guin, président du Grand Avignon venu également apporter le soutien de l'ensemble des élus de l'agglomération. Le président masquant à peine sa colère après l'annonce d'enlever le siège d'Avignon. « Le Vaucluse sans Avignon, c'est quoi ?, interroge-t-il. Ce territoire du Vaucluse sans Avignon, cela n'existe pas! »

Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur était aussi venue apporter le soutien de son président, Renaud Muselier. Elle a évoqué « ce lien local à l'heure des dérives



des réseaux sociaux » et a souligné la nécessité « de maintenir la qualité d'une information objective pour les citoyens. »

Même mobilisation de la part de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) qui par l'entremise de son président Pierre Gonzalvez a signé, au nom des maires du département, la pétition lancée par la rédaction de Vaucluse Matin.

«Sans vous, nous n'existons pas.»

Gilbert Marcelli, président de la CCI de Vaucluse

... et les membres de la société civile se mobilisent

- « Sans vous, nous n'existons pas, insiste Gilbert Marcelli, président de la CCI de Vaucluse. C'est vous les journaux, et plus généralement les médias locaux, qui permettent de mettre en valeur les actions du monde économique au quotidien. Il ne faut pas détruire ce qui a été créé à la Libération. »
- Un message des décideurs économiques relayait par l'univers de la culture avec Tiago Rodrigues, directeur du Festival d'Avignon : « Il faut se battre pour l'idée qu'il n'y a pas de citoyen périphérique. Une démocratie n'est pas complète s'il n'y a pas d'information et de journalistes de proximité. »
- « Sans les journaux d'Avignon, je pense que beaucoup d'entre nous auraient périclité », reconnaît en toute franchise Gérard Gelas fondateur du théâtre du Chêne noir.
- « Si ce démantèlement devait arriver, ce qui reste derrière ce sont les réseaux sociaux, c'est-à-dire la poubelle! Et non pas des professionnels, des gens qui aiment leur métier, qui vont chercher de l'information, qui l'analyse, qui ont du recul... Comme les artistes, les journalistes entrouvrent des portes sur la conscience. Et c'est vrai qu'aujourd'hui nous sommes dans une société où l'on dirait qu'il faut que la conscience soit abolie au profit du profit. »



Ecrit par le 7 novembre 2025



Tiago Rodrigues, directeur du Festival, avec les élus de Vaucluse.

«Une démocratie n'est pas complète s'il n'y a pas d'information et de journalistes de proximité.»

Tiago Rodrigues, directeur du Festival d'Avignon

Le monde sportif en émoi

Parmi les autres membres de la société civile venus apporter leur soutien à Vaucluse Matin, Roland Davau, président du CDOS (Comité départemental olympique et sportif) de Vaucluse qui s'inquiète de la disparition des pages sportives locales dans le quotidien « alors que nous allons rentrer dans une année olympique. Je tiens à dire qu'au nom des 1 300 clubs de Vaucluse et des 180 000 licenciés sportifs du



département, il nous est impossible pour nous qu'il n'y ait plus Vaucluse Matin. »

- « La disparition des pages 'sport' départementales, c'est une première pour un quotidien régional, s'alarme Alexandre Guey.
- « Nous sommes particulièrement déterminés et je ne voudrais pas menacer qu'on puisse changer de banque », prévient Roland Davau en ciblant le Crédit Mutuel, actionnaire principal du groupe Ebra, qui n'hésite pas à parler de solidarité, de proximité et d'engagements. La fameuse banque qui appartient à ses clients, mais manifestement pas à ses lecteurs, pourrait ainsi constituer une cible de choix pour les contestataires.

Et ce d'autant plus que les représentants du monde associatifs rappelaient « que certains réseaux n'avaient pas d'autres moyens pour se faire connaître que la presse locale. »

«La disparition des pages 'sport' départementales, c'est une première pour un quotidien régional.»

Alexandre Guey, journaliste à Vaucluse Matin et délégué Forcé ouvrière

La presse quotidienne régionale en crise

Cette grève de Vaucluse Matin intervient alors que son concurrent, le quotidien La Provence est aussi entré dans une zone de turbulences. En conflit avec son nouveau repreneur, CMA-CGM, le titre marseillais a connu un mouvement de grève le mois dernier. En cause, la volonté de la direction de supprimer plusieurs dizaines d'emplois dont plusieurs journalistes et photographes en Vaucluse. Les fermetures des agences d'Orange et Carpentras étant même évoquées.

De l'autre côté du Rhône, la situation n'est guère plus reluisante pour Midi libre dont les équipes se sont réduites comme peau de chagrin à Villeneuve-lès-Avignon et Bagnols-sur-Cèze. Seule lueur visible dans cette crise que connaît la PQR (Presse quotidienne régionale), <u>le retour en Vaucluse de La Marseillaise</u> depuis septembre 2022. De quoi permettre au bassin de vie d'Avignon de disposer d'une offre de pluralité de la presse inédite en France avec 4 quotidiens.



Ecrit par le 7 novembre 2025



La confiance envers les médias à travers le monde





Où fait-on le plus et le moins confiance aux médias? Part des répondants jugeant que les "informations des médias sont fiables la plupart du temps" en 2023, en % Évolution depuis 2022 (en pp.) Finlande + =0Portugal 💿 58 **>** -3 Belgique () **>**-7 44 Allemagne 🛑 43 **>**-7 Brésil 💿 **>**-5 43 Japon 🔴 42 **>**-2 Canada (+) 40 **>**-2 Royaume-Uni # 33 1-1 7+1 Espagne 🐔 33 États-Unis 🕮 32 7+6 7+1 France () 30 7+1 Slovaquie 👺 27 Hongrie 🚍 **>**-2 25 Grèce 🥞 19 **>**-16 Base: 2 000 personnes interrogées en ligne par pays. Source: Reuters Institute Digital News Report statista 🔽





Chaque année, l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme publie un <u>rapport</u> sur l'information numérique. Pour sa plus récente édition, près de 94 000 personnes on été interrogées en ligne dans 46 pays entre janvier et février de cette année, sur une série de sujets liés à la consommation de médias et à l'information. Et, comme le révèle l'étude, la confiance globale dans les médias d'information a baissé d'environ deux points de pourcentage dans l'ensemble des pays sondés par rapport à 2022, annulant, dans de nombreux pays, les gains enregistrés lors de la pandémie de Covid-19. En moyenne, seulement 40 % des personnes interrogées disaient faire confiance à « la plupart des informations relayées par les médias la plupart du temps ».

C'est une fois de plus en Finlande que l'on trouve la plus grande proportion de personnes disant faire confiance aux médias d'information, avec 69 % des répondants, le même niveau qu'en 2022. À l'inverse, seulement 19 % des personnes interrogées en Grèce disaient faire confiance aux médias, une chute spectaculaire de 16 points de pourcentage par rapport à l'année dernière. La <u>France</u> enregistre quant à elle un score de 30 %, soit une progression d'un point depuis 2022.

Selon l'Institut Reuters, alors que la majorité des personnes dans les pays étudiés restent engagées et s'informent régulièrement, certaines des nations qui affichent des niveaux assez faibles de confiance envers les médias, comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France, sont aussi celles où le phénomène « d'évitement sélectif des nouvelles » est le plus répandu. Parmi les raisons évoquées derrière le fait d'éviter certaines informations, nombreux sont ceux qui citent le caractère redondant et déprimant de l'actualité.

L'étude relève également que les pays dans lesquels les médias et les journalistes sont victimes d'attaques et de pressions continues de la part de la sphère politique, comme la Bulgarie, la Hongrie ou la Slovaquie, font souvent preuve de niveaux plus élevés que la moyenne de méfiance à l'égard des médias.

Valentine Fourreau pour Statista

La confiance envers les médias à travers le monde





Où fait-on le plus et le moins confiance aux médias? Part des répondants jugeant que les "informations de la plupart des médias sont le plus souvent fiables" en 2022 Évolution depuis 2021 (en pp.) Finlande + 69 % 7 +4 58 % Nigéria () 7 +4 51 % Belgique () **>** -3 Allemagne 50 % **>** -3 Brésil 💿 48 % **>** -6 7 +2 Japon 44 % Canada () 42 % **>** -3 Inde 重 7+3 41 % Turquie 📀 36 % **>** -5 **>** -2 Royaume-Uni # 34 % Espagne **6** 32 % **>** -4 France () 29 % **-**1 États-Unis = 26 % -3 Base: 2 000 personnes interrogées en ligne en 2022 par pays. Source: Reuters Institute Digital News Report statista 🔽





Chaque année, l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme publie un <u>rapport</u> sur l'information numérique. La dernière édition a interrogé plus de 93 000 personnes dans 46 pays sur une série de sujets liés à l'actualité en ligne : allant de la perception de la couverture médiatique de la guerre en Ukraine à l'évolution des habitudes d'information. Comme le révèle l'étude, la confiance globale dans les médias d'information a baissé dans 21 des 46 pays analysés, tandis que 18 sont restés au même niveau et que 7 seulement ont observé une hausse.

C'est en Finlande que l'on trouve le plus de personnes déclarant faire le plus souvent confiance aux médias d'information, soit 69 % des répondants, en hausse de 4 points sur un an. Les États-Unis sont toujours en queue de peloton, à égalité avec la Slovaquie, avec seulement 26 % de personnes estimant que la plupart des informations relayées par les médias sont fiables. La <u>France</u> fait à peine mieux, avec 29 %, un score qui a globalement stagné depuis 2021 (-1 points).

Selon l'Institut Reuters, alors que la majorité des personnes dans les pays étudiés restent engagées et s'informent régulièrement, les nations qui affichent les plus faibles niveaux de confiance, telles que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, sont aussi celles où le phénomène « <u>d'évitement sélectif des nouvelles</u> » est le plus répandu. Parmi les raisons évoquées derrière le fait d'éviter certaines informations, nombreux sont ceux qui citent le caractère redondant et déprimant de l'actualité.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Où en est la liberté de la presse dans le monde ?





À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la <u>presse</u>, le 3 mai, l'ONG Reporters sans frontières (RSF) a publié son dernier <u>rapport</u> concernant l'état de la liberté de la presse dans le monde. La majorité des personnes interrogées dans les deux tiers des pays étudiés (118 pays sur 180) ont affirmé que les acteurs politiques de leur pays étaient « souvent ou systématiquement impliqués dans des campagnes massives de désinformation ou de propagande ». Parallèlement, RSF constate que le développement de



l'intelligence artificielle bouleverse le secteur déjà fragile des médias.

Comme le montre notre graphique, 31 pays ont été classés dans la pire catégorie de l'indice – la situation de la presse y est jugée « très préoccupante ». 42 pays se trouvent dans une situation « difficile » et 55 « problématique », tandis que 52 pays présentent une situation « satisfaisante » ou « favorable ».

Depuis des années, la Norvège est considérée comme un exemple positif en matière de liberté de la presse. Alors que les conditions offertes aux journalistes sont déjà exemplaires dans ce pays, le gouvernement a également créé une commission chargée d'empêcher la propagation de <u>fake news</u> et de discours haineux sur Internet.

Parmi les pays où la liberté de la presse est la plus restreinte, on trouve surtout des pays asiatiques comme l'Iran, le Vietnam et la Chine, où le plus grand nombre de professionnels de l'information sont emprisonnés en raison de leur travail dans le monde. La dernière place du classement est toujours occupée par la Corée du Nord, où la presse est de fait intégralement détenue et contrôlée par le gouvernement.

Selon les chercheurs de l'ONG, c'est surtout le « chaos informationnel » et la désinformation qui exercent une influence négative sur la liberté de la presse dans le monde – l'espace d'information en ligne mondialisé et non réglementé favorisant la propagation des fake news et des actions de propagande. Même les démocraties ne seraient pas protégées contre la menace de la désinformation. Selon le rapport, les acteurs politiques d'au moins 118 des 180 pays étudiés ont été directement impliqués dans des campagnes de désinformation.

Ce phénomène a également été observé durant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, avec une guerre de propagande qui a précédé le conflit armé. Sur le sol européen, la hausse des tensions sociales et politiques semble également alimentée par les réseaux sociaux et les nouveaux médias d'opinion, notamment en France, où les partis d'extrême droite bénéficient d'une exposition croissante et où la population semble de plus en plus polarisée politiquement.

De Claire Villiers pour Statista

Les pays qui emprisonnent le plus de journalistes

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) publie chaque année un <u>rapport</u> sur le nombre de journalistes détenus en prison en raison de leur profession dans le monde. D'après l'association, 363 journalistes étaient derrière les barreaux en décembre 2022. <u>Un nouveau record</u>, après en avoir dénombré un peu plus de 300 à la fin de l'année 2021.

L'année dernière, les cinq pays qui emprisonnaient le plus de journalistes étaient l'Iran, la Chine, le Myanmar, la Turquie et la Biélorussie. Comme le décrit le CPJ, « les efforts de plus en plus oppressifs des gouvernements autoritaires pour étouffer la presse s'expliquent par la volonté de contenir le mécontentement qui gronde dans un monde perturbé par le Covid-19 et les retombées de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ».



En Iran, des dizaines de journalistes figurent parmi les quelque 14 000 Iraniens arrêtés lors de la répression des manifestations déclenchée par la mort en garde à vue de Mahsa Amini, une étudiante de 22 ans arrêtée en septembre 2022 pour avoir prétendument enfreint la loi iranienne sur le hijab.

En Chine, les autorités ont renforcé la censure numérique lors des manifestations contre la politique zéro-Covid qui se sont déroulées l'année dernière, et plusieurs journalistes auraient été détenus alors qu'ils couvraient les manifestations.

Quant au Myanmar, après la survenue du coup d'État militaire en 2021, ce pays a été propulsé au deuxième rang mondial des pires pays en matière d'emprisonnements de journalistes. Le nombre de journalistes emprisonnés au Myanmar est passé à au moins 42 en décembre 2022 (contre 30 l'année précédente).



De Tristan Gaudiaut pour Statista





Vaucluse Matin : une nouvelle identité pour être plus proche des Vauclusiens



Décidément cela bouge dans la presse quotidienne vauclusienne en ce moment. Après <u>le retour de la Marseillaise dans le Vaucluse</u> il y a quelques semaines, l'apparition aujourd'hui dans l'Ours des nouveaux propriétaires de La Provence c'est au tour de Vaucluse matin de lancer le premier étage de sa nouvelle formule.

C'est ce mercredi 19 octobre que nos confrères de Vaucluse matin lancent la nouvelle mouture du quotidien implanté dans le département depuis 76 ans maintenant. Vaucluse matin et le Dauphiné libéré change ainsi de logo afin de marquer davantage leur appartenance au groupe Ebra, premier groupe de



presse quotidienne régionale et premier groupe de presse de France.

Dans ce numéro 'collector' d'une quarantaine de page où 40 personnalités locales s'expriment sur leur territoire il s'agit de laisser plus de place aux Vauclusiens via de nouvelles rubriques notamment. « Nous voulons leur donner la parole », insiste <u>Guy Abonnenc, rédacteur en chef du Dauphiné Libéré et Vaucluse matin</u>.



Le nouveau logo de Vaucluse matin à découvrir dans le journal du mercredi 19 octobre.

Une promesse éditoriale forte

« On fait une promesse éditoriale forte, complète Éric Veauvy, directeur de la rédaction de Vaucluse Matin. Tous les jours 5 Vauclusiens s'exprimeront sur l'actualité du jour. Les jours de la semaine seront ensuite séquencés afin de dresser chaque jour le portrait d'un acteur de la vie vauclusienne : un maire chaque lundi, un chef d'entreprise le mardi, un enseignant ou un formateur le mercredi, une personne investie dans le secteur social et environnemental le jeudi, un acteur de la vie culturelle et patrimoniale le vendredi, un chef cuisinier le samedi et enfin un agriculteur le dimanche. Chaque mercredi, dans une page 'sports Vaucluse', les supporters prendront aussi la parole : pour commenter les rencontres à venir, voter pour la composition d'équipe de leur choix. Deux entraîneurs répondront aussi, chaque semaine, à une question plus technique. Enfin, chaque samedi, la dernière page de Vaucluse matin sera dédiée à une photo aérienne d'un site emblématique du département. »

Ce relooking va précéder une phase 2 qui devrait débuter au printemps prochain avec une nouvelle formule et un nouveau format (plus petit type tabloïd).

La volonté de s'engager

« Nous allons faire en sorte que ce journal corresponde davantage aux Vauclusiens », explique <u>Christophe Victor, directeur général du Dauphiné libéré</u>. Il faut dire que l'ancienne maquette remontait à 2006.

Et le DG du groupe d'insister « sur la volonté du journal d'être un média de proximité qui ne veut pas se contenter de relater les faits mais qui a la volonté de s'engager. D'être un acteur positif du territoire. » Une démarche saluée par Renaud Muselier, président de la région Sud venu à Avignon pour la présentation de ces nouveautés dans les locaux de nos confrères rue de la République à Avignon : « C'est très fort ce que vous avez fait dans ce secteur qui peut connaître certaines difficultés. Il faut être positif et arrêter de gémir et de râler. Vous avez un département exceptionnel. »

Même satisfaction pour Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, qui a tenu à rappeler « le rôle élémentaire de la PQR (Presse quotidienne régionale) dans les territoires. C'est la presse la plus lue. »



Ecrit par le 7 novembre 2025



Presse : La Marseillaise de retour en Vaucluse



Ecrit par le 7 novembre 2025



Après l'arrêt récent du mensuel d'enquête et de satire <u>Le Ravi</u>, le paysage du pluralisme de la presse régionale reprend un peu des couleurs avec le retour de l'actualité vauclusienne dans les colonnes du quotidien La Marseillaise.

Nos confrères du quotidien <u>La Marseillaise</u> sont de retour en Vaucluse à partir du 26 septembre. En effet, c'est à partir de lundi prochain que l'actualité départementale et avignonnaise sera à nouveau présente dans les colonnes de ce journal créé en décembre 1943 par des membres de la Résistance. A cette occasion, le média défendant des « valeurs humanistes, de justice sociale, de paix, de liberté et d'émancipation » va consacrer ses deux pages d'ouvertures à ce retour en terre vauclusienne au sein de son édition unique traitant déjà l'information dans les Bouches-du-Rhône et le Var.

« Une analyse plus poussée sur les luttes sociales. »

Un come-back déjà salué par de nombreux lecteurs dans les colonnes de ce média engagé.



« Avec son retour, nous aurons à nouveau des journalistes qui auront une analyse plus poussée sur les luttes sociales que les autres journaux », explique Frédéric Soula, militant communiste en Avignon dans un article de La Marseillaise consacré à ce retour.

Même constat pour Gilles Fournel, secrétaire du comité régional CGT Paca, pour qui cette présence en Vaucluse « est un point d'appui indéniable pour peser dans les rapports de force et peser dans la bataille des idées ».

« La Marseillaise donne un autre écho, un rayonnement supplémentaire sur le pourquoi du comment à propos des luttes », poursuit le syndicaliste.



La Marseillaise du jour, avant son retour en Vaucluse à partir du lundi 26 septembre. © La



Marseillaise/DR

- « On est absolument ravi que La Marseillaise ait un regain de vitalité très large, précise pour sa part Virginie de Crozé, directrice de la communication et des relations avec le public du Festival d'Avignon. Que le journal puisse aussi penser qu'Avignon est un territoire à couvrir toute l'année, avoir des relations de collaboration et d'information auprès des Avignonnais et, plus largement, du bassin régional c'est quelque chose de très important.
- « Il y a besoin de mettre en lumière le sport, les associations, les bénévoles, la culture... Ce sont des gros vecteurs sociaux de diversité », insiste de son côté Amandine Dulon, entraîneuse de tennis à Avignon et récemment médaillée de bronze aux championnats du Monde de tennis en équipe de France 40 ans.

« Le retour de La Marseillaise est une très bonne nouvelle. »

Du côté des politiques « Le retour de La Marseillaise est une très bonne nouvelle, se félicite André Castelli, conseiller départemental PCF du Vaucluse. Nous avons été attristés de la fin du journal ici, puisque c'est un journal historique dans le département. Il portait la voix de ce qui faisait la transformation dans la société. Il s'est beaucoup appuyé sur le travail des militants du département. Voir le titre revenir, le renouveau et la renaissance du journal, c'est très positif! Il faut lui redonner vie dans la sphère populaire, c'est très important. »

Toujours dans les colonnes de notre confrère, Jean-Baptiste Blanc, sénateur et conseiller départemental LR de Vaucluse estime que « la présence de La Marseillaise apportera au débat républicain. Dans mon département, il y a des élus et des militants communistes, c'est une tradition politique, un courant de pensée qui apporte au débat. Le retour de votre journal est positif à cet égard. »

L'aptésienne d'origine Élisabeth Guigou, ancienne ministre de la Justice puis de l'emploi dans le Gouvernement du socialiste Lionel Jospin, s'enthousiasme également pour ce retour : « Le pluralisme de la presse est un trésor à protéger, donc je suis heureuse que La Marseillaise revienne dans le Vaucluse, surtout dans ce département où on a besoin d'avoir plusieurs points de vue. Ce retour est d'autant plus important face à la puissance de l'extrême droite. »

« Un acteur important du débat démocratique et du pluralisme de la presse. »

Pour ce retour, La Marseillaise a dédié deux journalistes, <u>Florent de Corbier</u> et <u>Alice Terrier</u>, afin de couvrir l'actualité du Vaucluse. Ils ne disposeront pas cependant d'une agence comme c'était le cas jusqu'en 2018, avant que le quotidien ne tire le rideau de ses locaux situés rue Guillaume-Puy à Avignon. Une décision prise suite aux difficultés rencontrées par le journal qui avait alors mis notamment en place



un plan de sauvegarde de l'emploi.

La situation s'étant depuis éclaircie, La Marseillaise se veut désormais plus offensif lors de cette rentrée afin d'élargir son audience et ses ressources.

Outre l'actualité vauclusienne, le titre de presse régional va ainsi aussi offrir Zébuline hebdo qui traite l'actualité culturelle, dans son numéro du mercredi 28 septembre. Ensuite, 'La Marseillaise Bouches-du-Rhône, Var et Vaucluse' offrira également son supplément week-end les samedi 1er et dimanche 2 octobre prochains. « Nouvelle maquette, nouvelles idées de sorties, rendez-vous scientifiques, littéraire, culturels, détente, loisirs... Le supplément week-end, détachable, sera un deuxième journal au service de vos envies » explique le média qui rappelle que « par son histoire et ses engagements, hier et aujourd'hui, La Marseillaise est un acteur important du débat démocratique, du pluralisme de la presse et de sa diffusion, indispensables au droit à l'information des citoyens. »

 $Contacts: Florent \ de \ Corbier \ \underline{fdecorbier@lamarseillaise.fr} \ et \ Alice \ Terrier \ \underline{aterrier@lamarseillaise.fr} \ \underline{www.lamarseillaise.fr}$



